

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 2 juillet 2026

FOCUS : LA REOUVERTURE PROGRESSIVE DU VENEZUELA REPOSITIONNE LES ETATS-UNIS COMME UN ACTEUR ECONOMIQUE MAJEUR DANS LE PAYS

Bolivie 3

Le gouvernement met fin au taux de change fixe du boliviano sur le dollar. 3

Colombie 3

Le déficit budgétaire de la Colombie atteindrait -7,4 % du PIB en 2026, bien au-dessus des estimations du gouvernement. 3

Les réserves de pétrole prouvées s'épuiseraient dans 7,4 ans tandis que celles de gaz dans 5,9 ans. 3

La Banque centrale réhausse le taux directeur à 12 %. 3

Le chômage s'établit à 8 % en mai, son niveau le plus bas depuis 2001. 4

Équateur 4

Le gouvernement révisé ses prévisions de déficit budgétaire de -5,4 Md\$ à -2,6Md\$. 4

Le gouvernement réforme la taxe minière et renonce à 176 M\$ de recettes. 5

Guyana 5

Le gouvernement accorde une subvention en espèce aux parents ayant un enfant inscrit à l'école. 5

Silica City, un projet de ville durable visant à favoriser le développement économique hors des zones côtières. 5

Pérou 6

Le retard des infrastructures de prévention accroît la vulnérabilité économique face au phénomène *El Niño*. 6

L'investissement privé devrait croître de 12,5 % en 2026, porté par la consommation interne. 6

Suriname 6

Le Suriname adopte son budget pour 2026. 6

Venezuela 7

Les conséquences économiques des tremblements de terre. 7

En juin 2026, la dépréciation du bolivar face au dollar continue. 7

Focus : La réouverture progressive du Venezuela repositionne les Etats-Unis comme un acteur économique majeur dans le pays

L'économie vénézuélienne se rouvre progressivement depuis janvier 2026, notamment sous l'effet (i) de réformes de libéralisation dans des secteurs clés (hydrocarbures, mines) et (ii) de l'assouplissement concomitant des sanctions étasuniennes.

Dans les secteurs des hydrocarbures et des mines, les réformes votées en janvier et en avril mettent fin au monopole de l'Etat et visent à rouvrir les deux secteurs aux investissements privés, nationaux et étrangers. La nouvelle loi sur les hydrocarbures permet ainsi aux entreprises étrangères d'exploiter, distribuer et commercialiser le pétrole sans nécessité d'avoir recours à la compagnie nationale publique PdVSA, tandis que le nouveau texte régissant le secteur minier ouvre l'accès à l'exploration et l'exploitation des principaux minerais.

En parallèle, l'OFAC (Trésor étatsunien) a émis depuis janvier une quinzaine de licences générales afin d'assouplir les sanctions concernant les secteurs de l'énergie (pétrole, gaz, électricité), des mines, de la pétrochimie, des services portuaires et aéroportuaires, et de la finance (certaines transactions financières étant désormais possibles via le système SWIFT). Des restrictions importantes restent néanmoins associées à ces licences.

D'autres réformes économiques significatives ont été annoncées, dont une nouvelle loi du travail. Cette réforme est toutefois plus délicate à engager au regard de ses implications sur le plan social, intérieur et budgétaire. De ce fait, aucun calendrier n'a été avancé – seules des commissions ont été mises en place. Enfin, un projet de loi prévoyant une refonte majeure du secteur électrique a été adopté en première lecture par le Parlement, ce qui laisse entrevoir la perspective d'une large privatisation.

Cette ouverture économique permet aux États-Unis de redevenir un acteur majeur au Venezuela. Dans le secteur pétrolier, la major Chevron a notamment obtenu des contrats pour exploiter de nouveaux champs. La réalisation de nouveaux investissements significatifs restera toutefois conditionnée, entre autres, à la question du traitement des créances passées de la société. Plusieurs délégations d'entreprises américaines ont également effectué des missions au Venezuela début 2026, afin notamment d'évaluer les opportunités d'investissement.

De fait, les échanges commerciaux entre les États-Unis et le Venezuela ont atteint 3,3 Md\$ au deuxième trimestre 2026, en hausse de +23 % par rapport à 2025. Cette reprise est principalement portée par les exportations de pétrole brut, qui représentent 97 % des exportations vénézuéliennes. Les importations en provenance des États-Unis concernent surtout des céréales, des équipements électriques et des aliments pour animaux. Cette augmentation reste toutefois encore modeste comparée aux 30 Md\$ de flux commerciaux enregistrés en 2014. Cela s'explique par le fait que (i) les échanges restent strictement encadrés par les licences OFAC et (ii) les importations vénézuéliennes sont limitées aux biens essentiels, en raison notamment du manque persistant de devises.

Bolivie

Le gouvernement met fin au taux de change fixe du boliviano sur le dollar.

Après 15 ans de taux de change fixe, la monnaie bolivienne adoptera un système de taux de change flexible. Le gouvernement a annoncé vendredi que cette dévaluation visait à « renforcer la stabilité macroéconomique du pays, préserver la compétitivité extérieure et contribuer à l'équilibre de la balance des paiements ». La Banque centrale supervisera cette opération, qui s'inscrit dans un effort plus large de la Bolivie pour normaliser les marchés des changes et renforcer la confiance des investisseurs, alors que le pays négocie un programme de financement avec le Fonds monétaire international (FMI).

Depuis 2011, la Bolivie maintenait un taux de change officiel fixe, à 6,86 bolivianos par dollar pour les achats et 6,96 pour les ventes. Cependant, elle fait aujourd'hui face à une grave pénurie de dollars étatsuniens, qui a alimenté la création d'un marché parallèle où le dollar s'est négocié jusqu'à 20 BOB/USD en 2025. Lundi dernier, la Banque centrale a relevé le taux de change officiel à 9,7 BOB/USD, soit une dépréciation d'environ -30 % de la monnaie. Cette initiative pourrait être perçue positivement par le FMI, dans le cadre de la demande de la Bolivie d'un programme de financement.

Colombie

Le déficit budgétaire de la Colombie atteindrait -7,4 % du PIB en 2026, bien au-dessus des estimations du gouvernement.

Le gouvernement prévoit un déficit budgétaire contenu à -5,3 % du PIB grâce à une réforme fiscale. Évaluée à 8,7 Md\$ (30 000 Md COP) de recettes additionnelles, celle-ci serait toutefois insuffisante pour

atteindre les objectifs du Cadre budgétaire de moyen terme, selon le Comité autonome de la règle budgétaire (CARF). Le CARF estime que les objectifs fiscaux proposés par le gouvernement reposent sur des hypothèses économiques et budgétaires difficiles à concrétiser et que le scénario budgétaire présente des projections optimistes.

La dette publique devrait atteindre 61 % du PIB en 2026, soit le niveau le plus élevé de l'histoire selon le CARF. Il projette également que le solde primaire s'établira à -4,1 % du PIB. Pour revenir à un déficit primaire de -0,5 % du PIB en 2027, le CARF estime qu'un ajustement de 3,7 % du PIB sera nécessaire.

Les réserves de pétrole prouvées s'épuiseront dans 7,4 ans tandis que celles de gaz dans 5,9 ans.

Les réserves de pétrole prouvées atteignent 2 Md de barils et celles de gaz naturel 1 717 gigapieds cubes, un niveau permettant encore respectivement 7,4 ans et 5,9 ans de production, selon l'Agence nationale des hydrocarbures. En 2025, les réserves de pétrole prouvées ont diminué de -1 %, tandis que les réserves de gaz naturel ont enregistré une baisse de -17 %, la plus forte observée ces dernières années. Pour le pétrole, si le ratio réserves/production est passé de 7,2 ans en 2024 à 7,4 ans en 2025, cela reflète davantage une baisse de la production qu'une hausse des réserves prouvées. Le ratio de remplacement des réserves a baissé à 94,5 % : pour 100 barils produits au cours de l'année, 94 barils de nouvelles réserves ont été ajoutés. De même, concernant le gaz, au cours des cinq dernières années, les réserves prouvées ont diminué de -46 %, tandis que la production a diminué de -20 % en 2025, selon Naturgas (association colombienne du gaz naturel).

La Banque centrale rehausse le taux directeur à 12 %.

Le 30 juin, la Banque centrale a décidé d'une hausse de +75 points de base (pdb) de son

taux directeur, qui atteint désormais 12 %. Cette décision intervient après l'élection d'A. de la Espriella, dont la posture vis-à-vis de la Banque centrale devrait être moins critique. Pour rappel, en avril 2026, la Banque centrale avait maintenu son taux directeur à 11,25 % par souci de stabilité institutionnelle (cf. [Brèves semaine 18](#)). La hausse de 75 pdb a cependant surpris à la hausse, les analystes anticipant une hausse de +50 pdb seulement.

L'inflation a atteint 5,8 % en mai, s'éloignant durablement de sa cible (3 %, ±1 pp). Le directeur de la Banque centrale estime désormais qu'un retour à la cible ne serait possible qu'à partir de 2028, et non plus dès fin 2027. Des pressions inflationnistes subsistent, aussi bien du fait d'un contexte international incertain que de la probabilité croissante d'un phénomène intense d'El Niño, réhaussant les prix de l'alimentation. Les experts estiment que le taux directeur est désormais proche de son plafond et ne s'attendent pas à des hausses significatives dans les mois à venir, bien qu'une surveillance des effets du phénomène El Niño soit nécessaire. Pour rappel, la Banque interaméricaine de développement estime que ce phénomène climatique rehausserait l'inflation de +2,3 pp, dans un scénario d'intensité forte (cf. [Focus semaine 21](#)).

Le chômage s'établit à 8 % en mai, son niveau le plus bas depuis 2001.

Le taux de chômage s'établit à 8 % en mai, les créations d'emploi dépassant la hausse de la population active (+0,9 pp de taux d'activité). Le taux d'activité s'établit désormais à 64,9 % de la population. L'emploi a été particulièrement dynamique dans les emplois non-salariés (+5 % contre 3 % pour les emplois salariés), du fait notamment de la hausse du nombre d'auto-entrepreneurs (29 % des créations d'emploi).

L'administration publique est le principal secteur de création d'emplois (+14 % en g.a.), représentant 42 % des emplois totaux créés.

Au sein de l'administration, l'administration d'État est le principal employeur sur la période (30 % des emplois créés dans ce secteur), devant l'administration hospitalière (19 %) et l'éducation (13 %). L'industrie manufacturière est le deuxième secteur de création d'emplois (23 % des emplois créés), signant une récupération après deux mois consécutifs de baisse.

L'emploi des femmes a davantage progressé que celui des hommes (+6,1 % contre +2,6 %). Si l'auto-entrepreneuriat a contribué aux créations d'emploi des femmes comme des hommes, les créations d'emplois salariés se sont concentrées dans les entreprises privées pour les premières, et dans l'administration publique pour les seconds.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,5%	34,6%	2267
Change USD/COP	-2,3%	-15,6%	3368
Change EUR/COP	-1,7%	-18,2%	3851
Prix du baril (Brent, USD)	-2,5%	3,4%	71,23

Équateur

Le gouvernement révisé ses prévisions de déficit budgétaire de -5,4 Md\$ à -2,6 Md\$.

La mise à jour du Plan financier 2026 prévoit de réduire le déficit budgétaire grâce à une hausse des recettes. Le déficit devrait passer de -3,9 % du PIB (-5,4 Md\$) à -1,9 % du PIB (-2,6 Md\$), soit une baisse de -2,8 Md\$. Pour cela, une hausse des recettes budgétaires est anticipée grâce (i) aux recettes fiscales (diminution du nombre de produits exemptés de TVA et une hausse des impôts sur le revenu) et (ii) aux recettes pétrolières (3,2 Md\$ de recettes attendues, en hausse de +7 %). Les recettes devraient atteindre 26,3 Md\$, en hausse de +49 % par rapport au précédent plan, présenté en janvier. 70 % des recettes seraient issues des impôts.

Le plan financier prévoit également une contraction des dépenses de -1,2 Md\$ (-4 %

par rapport au précédent plan), répartie principalement entre les salaires publics, les transferts, les intérêts de la dette et les investissements publics. Cette réduction reflète la stratégie d'austérité que le gouvernement a déjà commencé à mettre en place au cours du premier semestre de l'année, notamment à travers des fusions institutionnelles, des restrictions sur les dépenses administratives et une révision des programmes publics.

Le gouvernement devra faire face à des échéances de remboursement de la dette à hauteur de 22,3 Md\$ en 2026. Pour couvrir ces échéances, le gouvernement prévoit un financement total de 24,9 Md\$. Parmi ce montant, 8,1 Md\$ proviendraient de la dette externe et 6,3 Md\$ de la dette interne, via l'émission d'obligations.

Le gouvernement réforme la taxe minière et renonce à 176 M\$ de recettes.

La redevance minière, créée en 2025, ne devrait générer que 44 M\$ par an après sa réforme, contre 220 M\$ de recettes anticipées lors de sa création, selon l'Agence de régulation et de contrôle des mines. L'État cessera de percevoir environ 176 M\$ par an par rapport à l'estimation initiale. À sa création, cette redevance s'appliquait à tous les titulaires de droits miniers, qu'ils soient en phase d'exploration ou d'exploitation. Désormais, les concessions d'exploration, qui cherchent encore à déterminer la viabilité d'un gisement, sont exemptées de paiement. Les entreprises du secteur ont en effet fait valoir que les concessions d'exploration ne génèrent pas encore de revenus, puisqu'elles consacrent des ressources aux études géologiques, au forage et à l'analyse technique. En outre, alors que les grandes et moyennes compagnies minières devaient effectuer deux paiements par an, la redevance est désormais annuelle.

Guyana

Le gouvernement accorde une subvention en espèce aux parents ayant un enfant inscrit à l'école.

La subvention de 407\$ « Because We Care », versée aux parents d'enfants scolarisés, a débuté ce lundi. Cette subvention en espèces s'élève à 287\$ (60 000 GYD) en 2026, auxquels s'ajoutent une subvention pour les uniformes de 24\$ (5 000 GYD) et une subvention pour les transports de 96\$ (20 000 GYD), soit un total de 407\$ (85 000 GYD) par enfant. Selon la ministre de l'Éducation, ces subventions visent à aider les familles à préparer les enfants pour la nouvelle année scolaire en septembre et à encourager ainsi la formation de capital humain dans le pays.

Le programme « Because We Care » a progressivement augmenté depuis l'entrée en fonction du gouvernement en 2020, passant de 48\$ (10 000 GYD) lors de son introduction en 2014 à 240\$ (50 000 GYD) en 2025, puis à 287\$ (60 000 GYD) en 2026. Cette augmentation profiterait à environ 206 000 enfants scolarisés et injecterait 9,6 M\$ (2 Md GYD) supplémentaires dans les revenus des ménages, portant le total des transferts annuels dans le cadre du programme *Because We Care* à environ 59,3 M\$ (12,4 Md GYD).

Silica City, un projet de ville durable visant à favoriser le développement économique hors des zones côtières.

Silica City est un projet de développement urbain et immobilier visant à désengorger la côte et à créer un cadre de vie moderne et durable au Guyana. Le site se situe en forêt à 40 km au sud-est de Georgetown. 1 500 hectares de terrain ont été réservés pour la première phase de développement.

Silica City constitue un élément clé de la stratégie long terme du gouvernement visant à accroître l'offre de logements, à moderniser

l'urbanisme et à ouvrir de nouveaux corridors économiques éloignés des zones côtières densément peuplées. La ville sera conçue pour accueillir plus de 15 000 ménages. Le projet devrait comprendre des communautés résidentielles, des zones commerciales et des services publics soutenus par des réseaux de drainage améliorés. D'après le Directeur général de la *Central Housing and Planning Authority*, des projets de construction de pôles dédiés à la santé et à l'innovation qui comprendraient un hôpital, un centre de recherche et d'innovation médicales et un campus universitaire, sont à l'étude. En août 2024, le gouvernement s'est associé à l'université de Miami pour finaliser le plan d'aménagement global de Silica City.

Pérou

Le retard des infrastructures de prévention accroît la vulnérabilité économique face au phénomène *El Niño*.

Plusieurs institutions alertent sur le retard pris par le Pérou dans les investissements de prévention face au phénomène *El Niño*. Selon l'Institut péruvien d'économie (IPE, un *think tank* péruvien), 58 % des projets de gestion des risques et des urgences, soit 2 368 projets, étaient à l'arrêt ou abandonnés fin 2025, en particulier dans les régions les plus exposées aux fortes précipitations. La Chambre de commerce de Lima (CCL) estime par ailleurs que le gouvernement sortant laissera 3,2 Md\$ de travaux de prévention non exécutés, alors que plusieurs projets stratégiques accusent d'importants retards.

La Banque centrale estime qu'un épisode climatique sévère pourrait retrancher jusqu'à -0,7 point de croissance au PIB en 2026, en affectant l'agriculture, la pêche, l'industrie, le commerce, la construction ainsi que le système énergétique, via une baisse de la production hydroélectrique et des

perturbations dans l'approvisionnement en carburants.

L'investissement privé devrait croître de 12,5 % en 2026, porté par la consommation interne.

La Banque centrale du Pérou a relevé sa prévision de croissance de l'investissement privé pour 2026, de 9,5 % à 12,5 %, en raison du dynamisme de l'activité économique et du renforcement de la demande intérieure. Cette révision s'appuie notamment sur la hausse des importations de biens d'équipement, de la consommation de ciment et de la collecte de la TVA, qui témoignent d'une accélération de l'investissement. La Banque centrale prévoit une croissance de 5,9 % de la consommation interne en 2026, contre 4,9 % anticipés en mars. L'investissement minier est attendu en hausse de 11 % cette année, tandis que les investissements hors secteur minier progresseraient de 16,7 %, traduisant une diversification des moteurs de la croissance.

La Banque centrale a également relevé sa prévision d'investissement privé pour 2027, de 5 % à 6 %, tout en maintenant ses projections de croissance du PIB à 3,4 % en 2026 et 3,2 % en 2027. Ces perspectives reposent sur la poursuite du dynamisme des dépenses privées, dans un contexte de consolidation budgétaire.

Suriname

Le Suriname adopte son budget pour 2026.

Le 1er juillet, l'Assemblée nationale a adopté le budget de l'État pour 2026, prévoyant un déficit à -5,1 % du PIB. La ministre des Finances a souligné que la préservation de la stabilité macroéconomique est une priorité pour le gouvernement, au même titre que le contrôle de l'inflation et la stabilité du taux de change. Pour autant, l'association des économistes du

Suriname souligne que le déficit serait sous-estimé et qu'il devrait plutôt s'élever à -7,7 % (cf. [Brèves semaine 24](#)). La présidente a souligné qu'une évaluation des entreprises publiques seraient menées, préalable à leur éventuelle réforme ou cession, conformément aux recommandations du Fonds monétaire international.

Le gouvernement travaille désormais sur une feuille de route nationale pour accompagner l'économie dans le début de la production pétrolière, prévue pour 2028. En plus de la coalition gouvernementale, l'opposition, les syndicats et des associations de la société civile participeront à l'élaboration de cette feuille de route.

Venezuela

Les conséquences économiques des tremblements de terre.

Au-delà de la catastrophe humanitaire, les tremblements de terre auraient causé des pertes matérielles de plus de 6,7 Md\$, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Les régions les plus affectées sont d'importants centres de population et d'activité économique situés près de la côte nord du Venezuela, notamment la capitale, Caracas, ainsi que les États de La Guaira, Carabobo, Miranda, Yaracuy et Aragua. Le PNUD précise que ces estimations ne représentent que les dommages physiques directs causés par le déplacement des sols. L'économiste vénézuélien Asdrúbal Oliveros estime que les pertes économiques liées aux séismes seraient comprises entre 7,5 et 9 Md\$, soit environ

8,5 % du PIB du pays, et que la reconstruction nécessitera entre 12 et 15 Md\$, un montant supérieur aux capacités financières de l'État.

La situation est particulièrement délicate, le séisme frappant une économie déjà extrêmement affaiblie par des mois d'hyperinflation, de dépréciation de la monnaie et de crise budgétaire (cf. [Brèves semaine 4](#)). Le gouvernement étatsunien a suspendu une partie des sanctions économiques contre le Venezuela pendant quatre mois afin d'éviter qu'elles ne gênent les opérations de sauvetage et l'aide humanitaire.

Cependant, 80 % des entreprises vénézuéliennes maintiendraient une activité partielle, selon la Confédération vénézuélienne des industries. Le gouvernement de Delcy Rodríguez a également annoncé la création d'un fonds de reconstruction doté initialement de 200 M\$, provenant de réserves déposées au Fonds monétaire international, un montant encore insuffisant pour faire face à l'ampleur des dégâts. De plus, les États-Unis ont annoncé une contribution à la reconstruction de 150 M\$.

En juin 2026, la dépréciation du bolívar face au dollar continue.

En juin 2026, le bolívar a enregistré une dépréciation mensuelle de -13,4 % par rapport au dollar étatsunien, selon la Banque centrale. Le bolívar s'est déprécié de 52 % au premier semestre 2026, tandis que la perte de valeur de la monnaie nationale a atteint 82,7 % en g.a. La valeur officielle du dollar a débuté ce mercredi 1^{er} juillet à 633,36 VES/USD.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Solal CHARDON-BOUCAUD, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)